



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 04/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLSACO GIE

Rue Claude Bernard
Z.I. Les Rêpes
70000 Vesoul

Références : UID257090/SPR/JD/LL 2023 0407B

Code AIOT : 0005901303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2023 dans l'établissement COLSACO GIE implanté Rue Claude Bernard Z.I. Les Rêpes 70000 Vesoul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLSACO GIE
- Rue Claude Bernard Z.I. Les Rêpes 70000 Vesoul
- Code AIOT : 0005901303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLSACO est spécialisée dans l'élaboration de liants routiers destinés au revêtement et à l'entretien des chaussées.

Les membres du GIE (Groupe d'Intérêt Economique) sont les sociétés COLAS et EUROVIA.

L'entreprise COLSACO a été autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral n° 1916 du 24 juillet 2002.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prélèvements et rejets d'eaux
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Schéma des réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 12	/	Sans objet
6	Rejets aqueux - Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 14	/	Sans objet
7	Rejets aqueux - Raccordement au réseau public	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 14.1	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 15.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - Liste des Installations Classées	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 1.1	/	Sans objet
3	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 10.1	/	Sans objet
4	Rejets aqueux - Caractéristiques du point de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 13.1	/	Sans objet
5	Rejets aqueux - Dispositif de traitement	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 11.3	/	Sans objet
9	Produits dangereux - Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 25.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 5 juin 2023 sur le site COLSACO à Vesoul a montré que l'état du site et les conditions d'exploitation sont globalement satisfaisants. Le suivi environnemental est réalisé avec sérieux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Liste des Installations Classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Installations classées			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'installation, qui est spécialisée dans l'élaboration de trois types de produits : <ul style="list-style-type: none"> - des émulsions de bitumes à raison de 18 000 tonnes/an, - des bitumes fluxés à raison de 8 000 tonnes/an, - des bitumes modifiés à raison de 3 000 tonnes/an. comprend :			
N° rubrique	Activités	Caractéristiques	Régime
1520-1 ;	Asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t.	Bitumes purs : 324 t (6 cuves) Bitumes fluxés : 102 t (2 cuves) Bitumes élastomères : 108 t (2 cuves) Émulsion : 540 t (8 cuves) Total : 1 080 t	Autorisation
1432-2 b ;	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	Huiles de fluage : 150 m ³ Fuel lourd : 45 m ³ Émulsifs : 2 m ³ Total : 35 m ³ équivalent.	Déclaration
N° rubrique	Activités	Caractéristiques	Régime
1521-2 ;	Asphalte, brais et matières bitumineuses (traitement ou emploi de) distillation, pyrogénéation, régénération, etc., induction, immersion traitement et revêtement de surface, etc... La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 20 t.	Groupe de fabrication d'une capacité de 4,5 tonnes.	Déclaration
2910 A 2 ;	Combustion. Lorsque l'installation consomme exclusivement, du fioul lourd, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Chaudière alimentée au fuel lourd TBTS représentant une puissance de 2,33 MW.	Déclaration
2915-2 ;	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l.	Dispositif de chauffage utilisant 12 m ³ d'huile organique à 200°C maxi pour un point éclair à 210°C.	Déclaration

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 7 septembre 2016, la situation administrative de l'établissement se présentait de la manière suivante :

Rubrique	Nature de l'activité	Volume d'activité autorisé	Régime autorisé	Volume d'activité pratiqué	Régime actuel
4801.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses	1 080 t	A	1 200 t	A
2661-1	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou pression	400 kg/j	NC	4 t /j	D
2915-2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	12 m³ Point éclair 210 °C Chauffé à 200 °C	D	12 m³ Point éclair 220 °C Chauffé à 210 °C	D
2662	Stockage de polymères			< 100 m³	NC
2910-A2	Combustion			Une chaudière gaz de 1,9 MW	NC
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée			< 5 l	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1			< 20 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2			< 100 t	NC

Suite à la modification de la rubrique 2910-A2 par décret n°2018-704 du 3 août 2018 (abaissement du seuil de déclaration) et par courrier du 15 avril 2019, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet une demande au titre l'antériorité pour la rubrique 2910-A2 (chaudière gaz de 1,9 MW soumise à déclaration).

Le jour de la visite, aucune évolution de classement au titre des installations classées n'a été relevée.

Par ailleurs, l'inspecteur a noté que la fabrication du site est en baisse depuis 2022 et est à l'arrêt depuis le début de l'année 2023. Seules des activités de négoce sont actuellement réalisées.

Des informations communiquées le jour de la visite, une prise de décision quant à la poursuite (ou à l'arrêt) des activités du site devrait intervenir d'ici la fin de l'été 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Schéma des réseaux d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour systématiquement les schémas de circulation des eaux pluviales, des eaux d'alimentation, des eaux industrielles et des eaux usées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteur, isolement de la distribution alimentaire,...) ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...) ;- les réseaux ;- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le plan des réseaux d'eau en date du 2 juillet 2021. Ce plan ne fait pas apparaître le disconnecteur installé au niveau du réseau d'alimentation d'eau. L'exploitant veillera à mettre à jour, sous un mois, le plan des réseaux d'eau de l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont alimentées à partir du réseau urbain d'eau potable pour une consommation annuelle de 9 000 m3. Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit dans un registre.
Constats : Les consommations annuelles sur les trois dernières années sont reprises ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- 2020 : 3851 m3 ;- 2021 : 3347 m3 ;- 2022 : 1386 m3. Les consommations annuelles respectent la valeur limite fixée. La diminution de la consommation d'eau s'explique par une diminution des activités de fabrication. Par ailleurs, le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit dans un registre informatique (consulté le jour de la visite).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux - Caractéristiques du point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'unique point de rejet des eaux pluviales, après transit dans le dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, s'effectue dans le réseau urbain.
Constats : Le site est équipé de deux débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures montés en série sur le réseau des eaux pluviales et dispose d'un unique point de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets aqueux - Dispositif de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement de chaussées, de parking, d'aires de distribution de carburant, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique. Ce dispositif doit être visité, nettoyé et vidangé selon une fréquence déterminée par l'exploitant en vue d'assurer son bon fonctionnement.
Constats : Les deux débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés et vidangés annuellement. Les boues sont conditionnées dans des conteneurs (GRV) et entreposées sur le site. Elles sont ensuite prises en charge par l'entreprise CHIMIREC qui intervient périodiquement pour procéder à l'évacuation de différents types de déchets présents sur le site. Le jour de la visite, l'inspecteur a consulté le Bordereau de Suivi de Déchets en lien avec l'opération de nettoyage et de vidange réalisée sur les deux débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures le 16 novembre 2021. L'examen de ce document n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspecteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux - Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rejet du site intervenant dans le réseau urbain doit respecter au moins les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- température : < 30°C ;- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l ;- MES : <= 35 mg/l ;- HC totaux <= 10 mg/l
Constats : Des contrôles annuels sont réalisés et les analyses sont confiées au laboratoire EUROFINs. De l'examen des analyses réalisées en 2020, 2021 et 2022, il ressort un léger dépassement de la concentration en MES sur l'année 2022 (concentration mesurée de 46 mg/l). Les résultats des analyses qui seront réalisées en 2023 devront confirmer (ou infirmer) qu'il s'agissait d'un dépassement ponctuel. Ces résultats accompagnés des commentaires de l'exploitant seront communiqués à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets aqueux - Raccordement au réseau public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions de cet arrêté préfectoral s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L.35.8 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté la convention de rejets signée avec la Communauté d'Agglomération de Vesoul en date du 20 février 2017. L'autorisation a été délivrée pour une durée de 5 ans. Elle est donc échue. Début juin 2023, l'exploitant a engagé auprès de la Communauté d'Agglomération de Vesoul une demande de renouvellement (courriel électronique consulté le jour de la visite). L'exploitant informera, l'inspection des installations classées, de la signature d'une nouvelle convention de rejets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 15.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir,- 50% de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans les cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, à 800 litres minimums ou égale à la capacité totale des récipients lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspecteur a constaté l'absence de rétention au niveau : <ul style="list-style-type: none">- d'un bidon rempli d'huile situé en contrebas du vase d'expansion de la chaudière ;- d'un fût contenant de l'eau pluviale polluée. La planche photographique ci-jointe permet de visualiser les constats de l'inspecteur. L'exploitant veillera à ce que tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols soit associé à une capacité de rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Produits dangereux - Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2002, article 25.4
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de la visite, l'inspecteur a consulté l'état des stocks de produits dangereux mis à jour mensuellement ainsi que le plan général des stockages. L'examen de ces documents n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspecteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : planche photographique



Bidon rempli d'huile situé en contrebas du vase d'expansion de la chaudière



Fût (ouvert) contenant de l'eau pluviale polluée